Le système éducatif de l'Île Maurice

Jimmy Harmon

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/2050>
DOI : 10.4000/ries.2050
ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2011
Pagination : 22-30
ISBN : 978-2-85420-592-3
ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Jimmy Harmon, « Le système éducatif de l'Île Maurice », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 57 | septembre 2011, mis en ligne le 01 septembre 2014, consulté le 05 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/2050> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.2050>

Ce document a été généré automatiquement le 5 juillet 2021.

© Tous droits réservés

Le système éducatif de l'île Maurice

Jimmy Harmon

- 1 La République de Maurice se situe dans le sud-ouest de l'océan Indien. Elle comprend l'île principale de Maurice, dont dépendent les îles Rodrigues, Agalega et St Brandon ainsi qu'un certain nombre d'îles plus petites et plus éloignées. Maurice, qui appartient à l'archipel des Mascareignes, est d'origine volcanique et s'étend sur une superficie de 1 865 km². Anciennement colonie hollandaise (1638-1710), française (1710-1810) puis britannique (1810-1968), Maurice a obtenu son indépendance en 1968. Elle est devenue république en 1992 et a conservé le modèle britannique de régime parlementaire. L'enseignement formel est régi par les Ordonnances sur l'éducation (*Education Ordinances*) de 1957 et par la Loi sur l'éducation (*Education Act*) de 1982, auxquels s'ajoutent divers amendements. L'éducation est gratuite dans le primaire et dans le secondaire. Un système de transport gratuit des élèves est également en service depuis 2005. Sur le plan de la politique linguistique, bien que la langue officielle de l'enseignement soit l'anglais, des programmes d'éducation multilingue existent au niveau du pré-primaire, du primaire, du secondaire et de l'enseignement supérieur¹.

Structure du système éducatif

Un système en 6-5-2

- 2 Le système éducatif à Maurice possède une structure en 6-5-2. Il commence par cinq années d'enseignement primaire obligatoire, du niveau I au niveau VI (*Standard I to Standard VI*), qui mènent au CPE (*Certificate of Primary Education*, ou certificat d'études primaires). Il se poursuit par cinq années d'enseignement secondaire, de la classe I à la Classe V (*Form I to Form V*), qui mènent au *School Certificate* (SC), diplôme de niveau « ordinaire » (*O-Level*) géré par l'Université de Cambridge. Les deux dernières années de l'enseignement secondaire mènent au *Higher School Certificate* (HSC), diplôme de niveau « avancé » (*A-Level*) qui permet d'accéder à l'enseignement supérieur. Toutefois, les élèves qui échouent à la fin du primaire (après avoir repassé sans succès le certificat d'études primaires et atteint les treize ans après la deuxième tentative) sont inscrits

dans des écoles pré-professionnelles. Après trois ans d'enseignement pré-professionnel, ces élèves peuvent suivre les cours de la Fondation pour le diplôme national de qualification professionnelle (*National Trade Certificate Foundation*) dans les différents centres de formation professionnelle.

Langues

- 3 Le créole est la langue la plus parlée à la maison. L'anglais est la langue officielle de l'enseignement à tous les niveaux. Mais le français et le créole sont utilisés de façon courante dans tous les cycles de l'enseignement comme langues d'appui pour apporter des explications en classe. L'anglais ne s'utilise que dans les communications écrites officielles, notamment dans les ministères. La presse est majoritairement francophone. Les médias électroniques diffusent des films et des émissions en français, anglais, créole, hindoustani et chinois. La plupart des programmes des stations de radio privées sont en français et en créole, mais ces stations diffusent aussi des programmes de divertissement dans d'autres langues.

Les différents cycles de l'enseignement

Le pré-primaire

- 4 Il y a deux années d'enseignement pré-primaire. En 2008, le Fonds d'affectation spéciale pour l'enseignement pré-scolaire (*Pre-School Trust Fund*) a été remplacé par l'Autorité d'accueil et d'éducation de la petite enfance (*Early Childhood Care and Education Authority*, ou ECCEA) qui fournit un cadre réglementaire pour ce cycle. Un Cadre curriculaire national pour l'enseignement pré-primaire a été élaboré en 2009 et les enseignants du pré-primaire suivent régulièrement des formations à l'*Institute of Education* de l'île Maurice, afin de développer leurs compétences pour l'enseignement primaire.

Le primaire

- 5 Le gouvernement donne à tous les élèves entrant à l'école primaire des chances égales en améliorant le niveau des écoles peu performantes. Les manuels scolaires de toutes les classes sont distribués gratuitement par l'État et conçus par le ministère de l'Éducation et des Ressources humaines. Divers projets ont été adoptés : approches globales de l'éducation, partenariats écoles/collectivités, implication active des parents, modèles de collecte de fonds pour les projets visant à améliorer l'éducation, distribution de repas et possibilité offerte aux élèves de bénéficier de soins de santé gratuits.

Le secondaire

- 6 Des efforts ont été entrepris depuis 2001 pour améliorer l'accès à l'enseignement secondaire, avec la construction par l'État de nouveaux établissements. Depuis 2005, la mise en place d'un enseignement obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans permet à tous les élèves d'avoir les mêmes chances d'accéder à l'enseignement secondaire. Si le nombre d'établissements secondaires publics possédant des infrastructures et des équipements modernes a nettement augmenté, la formation technique et professionnelle occupe également une place importante.

Le supérieur

- 7 L'enseignement supérieur regroupe aujourd'hui 61 établissements au total, à la fois publics et privés, ainsi qu'un établissement régional, chacun avec ses propres spécificités. La plupart des établissements privés fonctionnent sur un mode d'enseignement à distance par le biais d'accords de franchise avec des établissements étrangers, et fournissent les supports de cours et/ou l'aide pédagogique. La TEC (*Tertiary Education Commission* ou Commission de l'enseignement supérieur) supervise les sept établissements d'enseignement supérieurs du secteur public. Elle a notamment la responsabilité d'affecter les fonds publics et d'encourager, de planifier et de coordonner le développement de l'enseignement et de la formation post-secondaires.

Les instituts polytechniques

- 8 Deux instituts polytechniques sont également gérés par le secteur public, à savoir le *Swami Dayanand Institute of Managment* (SDIM) et l'Institut supérieur de technologie (IST). Ces deux instituts, qui fonctionnaient auparavant sous l'égide du *Technical School Management Trust Fund* (TSMTF), ont été rattachés à l'UTM (*University of Technology & Management*). Le TSMTF, pour sa part, a été intégré à l'ancien Conseil pour la formation industrielle et professionnelle (*Industrial and Vocational Training Board*, ou IVBT) pour former le nouvel Institut mauricien de formation et de développement (*Mauritius Institute of Training and Development* ou MITD).

Le financement

- 9 Chaque année, le gouvernement augmente son budget pour l'éducation. Celui-ci est passé de 6,8 milliards de roupies mauriciennes (soit 23 millions de dollars US) en 2005-2006 à 8,5 milliards de roupies (soit 28 millions de dollars US) en 2008-2009. Environ 11,4 % des dépenses totales du gouvernement ont été affectées à l'éducation pour l'exercice budgétaire de 2008-2009. Pour l'exercice budgétaire de 2011-2012, le budget alloué par le gouvernement à l'éducation et à la formation s'élève à 11,6 milliards de roupies, dont 9,8 milliards alloués au ministère de l'Éducation, 870 millions à l'enseignement supérieur et 670 millions à d'autres ministères pour la mise en œuvre de programmes tels que le transport gratuit des élèves.

Principales contraintes

Un système fondé sur la valeur de l'examen

- 10 Le système est ancré dans une culture très compétitive qui aboutit à renforcer « la survie des plus forts ». L'objectif de l'obtention du certificat d'études primaire et de l'accès à l'enseignement secondaire donne lieu à une « foire d'empoigne » qui est source de pression psychologique très forte sur les élèves et leurs parents et qui pervertit la fonction même de l'école au sein de la société. En 2001, le ministre de l'Éducation de l'époque, S. Obeegadoo, a engagé des réformes. Un système d'évaluation a été mis en place pour remplacer le système de classement qui servait d'instrument de sélection pour l'accès aux « établissements secondaires de prestige ». Dans le cadre de

cette réforme, l'accès aux établissements a été régionalisé afin de « démystifier » les établissements « de prestige » et de démocratiser l'accès au secondaire. Dès 2006, le système d'évaluation était censé évoluer pour servir désormais de bilan des résultats obtenus et non d'instrument de sélection, afin qu'aucun enfant ne puisse être considéré comme étant « en échec ». Cette réforme a toutefois été de courte durée.

- 11 L'abolition du système de classement est en fait devenue l'un des principaux enjeux des élections législatives de 2005. Les opposants à cette abolition affirmaient alors que la réforme s'était faite aux dépens de l'élite et qu'elle ne récompensait pas les élèves qui travaillaient dur. En 2005, un nouveau gouvernement est entré en fonction. Le nouveau ministre de l'Éducation, D. Gokhool, était un ardent défenseur du système élitiste. Il a alors supprimé le système d'évaluation et l'a remplacé par le système A+. Le nouveau gouvernement a maintenu l'affectation dans le secondaire au plan régional, mais a par ailleurs créé un nouveau type d'établissements, les écoles nationales (*National Schools*) pour les élèves « les plus brillants ». Ce système conduit les parents, les élèves et les enseignants à essayer d'obtenir un maximum d'A+ pour intégrer ces établissements.
- 12 Les résultats du CPE (certificat d'études primaires) et l'affectation dans les établissements secondaires font inmanquablement la une des journaux locaux. Même les sujets d'examen du CPE provoquent chaque année une levée de boucliers de la part des syndicats enseignants et de vives réactions des parents qui traquent la moindre erreur dans les sujets ou qui considèrent que telle ou telle question ne convient pas. Le Service des examens de Maurice (*Mauritius Examination Syndicate* ou MES), l'autorité compétente au niveau national en matière d'examens, doit alors publier un communiqué de presse pour rassurer les parents et leur garantir que des mesures correctives seront prises et que leurs enfants ne seront pas pénalisés au final.

Taux d'accès élevés mais taux de réussite médiocres

- 13 Le paradoxe de l'île Maurice est que, même si tous les enfants ont accès à l'éducation, nombre d'entre eux ne parviennent pas à rester dans le système. Tous les ans, 30 à 40 % des enfants échouent à l'école primaire. Les acteurs concernés, lorsqu'on les interroge, se demandent si les compétences de base en lecture, écriture et calcul ont été acquises par un nombre suffisant d'enfants après cinq ou six années d'enseignement primaire.
- 14 Dans le secondaire, le taux de redoublement est élevé : 23 % de tous les élèves redoublent une classe entre la IV^e et la V^e du secondaire. Ces dernières années, des critiques de plus en plus nombreuses se sont élevées pour dénoncer le *School Certificate* (SC) et le *Higher School Certificate* (HSC) de l'université de Cambridge, auxquels on reproche de ne pas correspondre aux besoins d'une grande majorité d'élèves. En effet, seul un élève sur trois entrant en classe I du secondaire réussit à obtenir le SC et un grand nombre n'y parvient qu'en repassant l'examen.

Le fléau des cours particuliers

- 15 Les cours particuliers ne constituent pas un phénomène nouveau. En 1911 déjà, ils faisaient l'objet de plaintes de la part de Mr W.A. Russell, recteur du *Royal College*, l'un des établissements universitaires les plus prestigieux, dont l'histoire remonte aux débuts de la colonisation britannique (1810-1968). Même si les cours particuliers s'avèrent très onéreux pour beaucoup de parents, ces derniers sont néanmoins très

nombreux à se donner du mal pour offrir ces cours à leurs enfants. La majorité des parents et des enfants sont favorables aux cours particuliers, car pour eux c'est une aide précieuse pour « en apprendre plus » ou pour « intégrer un bon établissement secondaire ». Près de 70 % des enfants qui passent le certificat d'études primaires (CPE) suivent des cours particuliers, de deux à cinq jours par semaines. Il faut noter que 90 % des enfants qui obtiennent le CPE ont bénéficié de cours particuliers, alors que 50 % de ceux qui ont échoué n'y ont pas eu recours. Pour remédier au problème, le Plan stratégique pour l'éducation et les ressources humaines du ministre V. Bunwaree, qui couvre la période 2008-2020, prévoit la mise en place d'importantes réformes. Mais les comportements étant encore ancrés dans la tradition, le ministre s'est heurté à de fortes oppositions à l'adoption de mesures et d'approches pédagogiques innovantes, comme la récente abolition des cours privés pour le niveau IV du primaire, ou la proposition d'un système de contrôle continu et l'introduction d'une évaluation nationale à la fin de la classe III du secondaire. De ce fait, les progrès dans la mise en œuvre du programme de réforme de l'éducation ont été ralentis.

Coïncidence entre ethnicité et inégalité

- 16 Les théoriciens du conflit partent du postulat que l'école renforce la structure de classe, ce qui privilégie certains élèves au détriment des autres et contribue ainsi à reproduire les inégalités sociales. Autrement dit, on transmet certaines idées aux élèves qui renforcent les différences quant à leurs aptitudes et à leurs compétences et qui accentuent les différences de classe, d'ethnie et de genre. Les taux d'échec scolaire à Maurice et les résultats médiocres du système scolaire coïncident au moins partiellement avec les différences ethniques. En 2006, l'équipe de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) a noté dans son Rapport d'examen par les pairs que l'île Rodrigues, qui dépend de la République de Maurice, ainsi que le district de Rivière Noire sur l'île principale, enregistrent les plus faibles résultats scolaires et regroupent les zones les plus pauvres du pays. C'est dans ces deux zones que l'on trouve les taux de décrochage scolaire les plus élevés. L'une des sources de préoccupation, selon le rapport, est que ces districts sont majoritairement peuplés de Mauriciens d'origine africaine, plus communément appelés « créoles », qui représentent la plus grande minorité. Vingt-sept établissements à faible taux de réussite, classés en zone d'éducation prioritaire (ZEP), sont essentiellement fréquentés par des élèves de la communauté créole. Lorsqu'un groupe ethnique est représenté de façon disproportionnée dans la catégorie des plus pauvres, on se demande s'il n'y a pas un problème d'ordre structurel dans le système éducatif. La situation se complique encore quand la majorité des enseignants qui travaillent dans ces établissements est issue de la communauté hindoue et musulmane.

Les grands défis

Le défi du kreol morisien

- 17 Dans son programme pour 2010-2015, le gouvernement a promis d'encourager l'utilisation des langues maternelles pour faciliter l'enseignement et l'apprentissage, et de réfléchir à l'introduction dans les écoles du *kreol morisien* et du *bhojpuri* comme matières optionnelles. En octobre 2010, le gouvernement a mis en place un comité

technique de haut niveau, connu sous le nom d'*Akademi Kreol Morisien*, qui a pour mission d'examiner tous les aspects relatifs à l'introduction du créole mauricien comme matière optionnelle et d'élaborer, entre autres, une version harmonisée de la langue écrite. Le 25 mai 2011, la version normalisée du *kreol morisien* a été rendue publique par le ministre de l'Éducation et des Ressources humaines, le Dr Vasant Bunwaree, en présence de membres de l'*Akademi Kreol Morisien* (AKM).

- 18 Dans son allocution, le ministre a souligné le fait que pour le gouvernement, sur le plan de la politique engagée, il était très important d'accorder au *kreol morisien* une place légitime au sein du système éducatif. Selon lui, le *kreol morisien* est la langue maternelle de pratiquement chaque Mauricien et doit par conséquent se voir conférer le statut qui lui est dû, d'autant plus que la langue fait partie de la culture et est un reflet de l'identité. La beauté du *kreol morisien* est qu'il n'appartient à aucune communauté ethnique particulière de l'île Maurice, mais à tout le monde. Le ministre a rappelé que la création de l'AKM représente une étape historique importante dans le processus de reconnaissance, de développement et de promotion de la langue du pays.
- 19 Néanmoins, l'introduction du *kreol morisien* comme matière optionnelle possède de fortes connotations ethnolinguistiques. Elle répond à la principale revendication des mouvements identitaires *kreol* de la décennie passée, désireux de se réapproprier la langue ancestrale des Créoles. Le terme « créole » ou « *kreol* » possède un double sens dans son emploi. Il peut se référer d'une part à la principale langue de communication et d'autre part au groupe ethnique créole. Lors des élections législatives de mai 2010, les groupes *kreol* ont exercé de fortes pressions en faveur du *kreol morisien*. Les principaux partis politiques avaient d'ailleurs inclus cette revendication dans leur programme. Mais les conditions en faveur de l'introduction du *kreol morisien* ont aussi été grandement influencées par la progression considérable du *kreol morisien* entre 2004 et 2009. En 2005, l'enseignement catholique a mis en place un programme d'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul en *kreol morisien*, sous le nom de Prevok-BEK. Ce programme a été rendu possible grâce à l'harmonisation de la langue écrite (appelée Grafi-Larmoni) réalisée en 2004 par l'Université de Maurice. En 2008, Prevot-BEK a évolué pour devenir un curriculum fondé sur la langue maternelle en parallèle avec l'enseignement multilingue. Ce programme a également donné lieu à l'élaboration d'un mode d'évaluation bilingue. Des manuels et autres supports pédagogiques bilingues ont été conçus. Tout cela a constitué une véritable révolution dans le monde de l'éducation et l'impact dans ce domaine a été retentissant. Cette révolution a permis au mouvement identitaire *kreol* de prendre son élan et d'asseoir ses revendications sur le terrain des droits linguistiques et culturels.
- 20 Le véritable défi consiste aujourd'hui à faire en sorte que le *kreol morisien* soit considéré à la fois comme langue identitaire des Créoles et comme langue nationale de tous les Mauriciens. Le programme du *kreol morisien* à l'école devra prendre en compte ces deux dimensions. Bien qu'il ne soit pas nécessaire de prouver l'intérêt du *kreol morisien* comme langue d'enseignement, celui-ci a pourtant été introduit comme matière optionnelle à l'école et non comme langue d'enseignement. Cela signifie peut-être que l'introduction du *kreol morisien* n'entraînera pas nécessairement de changements importants sur le plan des résultats scolaires. Le taux d'échec élevé à l'examen du CPE est attribué principalement à l'utilisation de l'anglais comme langue d'enseignement. Les élèves âgés de 10 à 11 ans, par exemple, doivent passer des examens de mathématiques, de géographie ainsi que d'autres matières en langue anglaise.

Le défi du supérieur

- 21 Il existe un autre défi dans le système éducatif : celui du supérieur, secteur en phase d'émergence. En 2005, le Livre blanc sur l'enseignement supérieur part du postulat que l'enseignement supérieur constitue un enjeu de taille pour la stabilité politique et sociale et la croissance technologique, économique et culturelle d'un pays. Ce document, qui décrit la politique à mener en matière d'éducation, s'intéresse particulièrement aux politiques et aux stratégies qui contribueraient à fournir de manière continue à l'île Maurice un contingent de personnes qualifiées et hautement qualifiées répondant aux besoins du pays pour la décennie à venir. Pour rivaliser avec les économies performantes d'autres pays, Maurice doit planifier et réajuster en permanence son système d'enseignement supérieur. Le pays doit toujours compter à son actif un groupe très diversifié de cadres moyens et supérieurs à la fois engagés, polyvalents, innovateurs, capables de s'adapter, d'induire des changements, dotés d'un esprit d'entreprise et, par-dessus tout, d'un esprit visionnaire. En 2010, la création du ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Technologie a donné un nouveau souffle à l'enseignement supérieur et la mise en œuvre du Livre blanc se poursuit à bon rythme.
- 22 Le gouvernement actuel a pour objectif d'élargir l'accès à l'enseignement supérieur et de faire passer le pourcentage de Mauriciens inscrits dans un établissement supérieur à l'issue de leurs études secondaires de 47 % (taux actuel) à 72 % d'ici 2015. Le discours dominant souligne l'importance de l'enseignement supérieur et le ministre de l'Enseignement supérieur, Rajesh Jeetah, a adopté la devise « Une famille, un diplômé » comme formule de ralliement. Le budget 2011-2012 prévoit des fonds pour la construction de cinq campus universitaires en zone rurale. Ces campus décentralisés modifieront de manière radicale le paysage de l'enseignement supérieur et auront un impact profond sur la configuration sociale du pays. Mais cet investissement vise également à positionner Maurice comme pôle d'excellence de l'enseignement supérieur dans cette région du monde. La demande en matière d'enseignement post-secondaire augmente de fait à l'échelle mondiale. Selon les statistiques publiées par Merrill Lynch, le marché de l'enseignement supérieur privé atteindra les 8 trillions de dollars américains d'ici 2025.
- 23 Essentiellement, le gouvernement espère attirer un grand nombre d'étudiants étrangers à Maurice comme moyen à la fois d'améliorer l'apprentissage sur l'île et d'attirer le capital. Le gouvernement travaille à la mise en place de diverses mesures incitatives telles que l'allègement des procédures d'obtention de visa, la possibilité pour les étudiants à temps plein de travailler et la mise à disposition de logements et d'infrastructures de bonne qualité. On élabore de nouvelles stratégies pour concevoir de nouveaux programmes d'études attractifs, pour lancer une campagne de promotion et de communication à l'échelle mondiale et pour améliorer les conditions générales, par exemple sur le plan de la sécurité.

Faits et statistiques

Population totale (Office central des statistiques, 2010)	1 283 415 habitants. Lors du recensement, les personnes âgées de 14 ans ou moins représentaient 21,6 % de la population. Celles âgées de 15 à 64 ans représentaient 71,1 % de la population et celles de 65 ans et plus, 7,3 % de la population.
Indicateurs économiques	Prévision de 4,5 % du PIB pour 2011. Le PIB par habitant s'élevait en 2008 à 6 872 USD (<i>en prix courants</i>).
Gouvernance	En prenant pour base l'indice Mo Ibrahim, en 2008-2009, sur 53 pays africains, Maurice s'est classé au premier rang en matière de gouvernance. L'indice, qui va de 0 (gouvernance faible) à 100 (gouvernance forte) s'établissait à 83 pour Maurice.
Structure du système éducatif	Système en 6-5-2. <i>School Certificate</i> et <i>Higher School Certificate</i> de l'Université de Cambridge au niveau secondaire.
Nombre d'inscrits, nombre d'écoles et de personnels enseignants	Pré-primaire : 34 289 enfants ; 1 048 écoles Primaire : 117 427 enfants ; 305 écoles ; 8 046 personnels enseignants (4 126 enseignants de matières générales et 1 309 enseignants de langues orientales) Secondaire : 114 879 élèves ; 182 établissements ; 7 695 enseignants Supérieur : 41 484 étudiants (y compris les étudiants étrangers)
Dépenses	On estime les dépenses totales du gouvernement à 85,35 milliards de roupies mauriciennes pour l'exercice 2010, dont 10,47 milliards (soit 12 %) affectées à l'éducation. Sur ce dernier montant, 46 % sont allés à l'enseignement secondaire, 27 % au primaire, 9 % au supérieur, 4 % à l'enseignement technique et professionnel, 1 % au pré-primaire et les 12 % restants ont été consacrés à d'autres dépenses.
Examens scolaires	Primaire : CPE (certificat d'études primaires) après cinq années d'école Secondaire : <i>School Certificate</i> & <i>Higher School Certificate</i> de l'Université de Cambridge.
Proportion de garçons et de filles dans le système scolaire	Il n'existe à Maurice aucune disparité garçons-filles dans les établissements. À l'école primaire, il y avait environ 97 filles pour 100 garçons sur la période 2000-2010. Ce rapport semblait favoriser les garçons, mais le nombre de filles étant moindre que celui des garçons dans cette tranche d'âge (le rapport filles-garçons est d'environ 97 %), il n'y a de fait pas de disparités à l'école primaire. Dans le secondaire, le rapport est en faveur des filles, même si les garçons de cette classe d'âge sont en plus grand nombre dans la population.

- 24 Voilà pourquoi le système éducatif, qui nous a permis de réussir le passage d'une économie agricole dans la période post-coloniale à une économie industrielle à partir des années 1990, rencontre aujourd'hui de nombreuses limites qui peuvent porter gravement atteinte à la cohésion sociale de notre pays. Celui-ci est en train de s'insérer rapidement dans une économie fondée sur le savoir et la connaissance, caractérisée par l'ouverture de centres d'appels internationaux et le développement des nouvelles technologies de l'information. Mais l'éducation est en train de devenir un terrain où se concentrent les forces du renouveau ethnique. Le décor est planté pour qu'apparaissent menaces, défis et possibilités nouvelles et il incombera alors à Maurice d'avoir l'audace de les écarter, de les relever ou de les saisir.

BIBLIOGRAPHIE

ADEA (Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique). *Rapport*, 2006.

Discours sur le budget 2011-2012.

Plan stratégique pour l'éducation et les ressources humaines, 2008-2020. Ministère de l'Éducation et des Ressources humaines, République de Maurice, 2008.

Mémoire sur l'école du gouvernement de Barkly, Kolektif Lekol Pou Lekol Barkly, 2011.

Livre blanc sur l'Enseignement supérieur. Ministère de l'Éducation et de la Recherche scientifique, République de Maurice, 2005

www.gov.mu/portal/site

NOTES

1. Voir l'encadré en fin d'article, p. 29.
-

INDEX

Mots-clés : système éducatif, cours particulier, examen, langue créole

Index géographique : Île Maurice

Palabras claves : sistema educativo, clases particulares, examen, lengua criolla

Keywords : educational system, private tuition, examination, Creole language

AUTEUR

JIMMY HARMON

Responsable de la pédagogie appliquée à l'Institut Cardinal Jean Margeot, à l'Île Maurice.

Titulaire d'un doctorat en langues et éducation obtenu à l'University of the Western Cape, en Afrique du Sud, il a enseigné dans le secondaire et a été assistant-proviseur avant d'être nommé conseiller auprès du ministre de l'Éducation nationale (2004-2006). Responsable du projet « Prevokbek », un programme d'étude utilisant le Kreol Morisien pour favoriser l'apprentissage des jeunes en échec scolaire au niveau du primaire dans le secteur privé catholique, il publie régulièrement des articles d'opinion sur la « cause créole » dans la presse locale. Il participe également, pour le volet sur l'éducation, à la Truth & Justice Commission créée en 2009 par le gouvernement pour étudier les séquelles de l'esclavage.